

Prévisions budgétaires 2016

Service des affaires juridiques

Présentation à l'intention
des membres de la
Commission sur les finances et l'administration

Le 2 décembre 2015



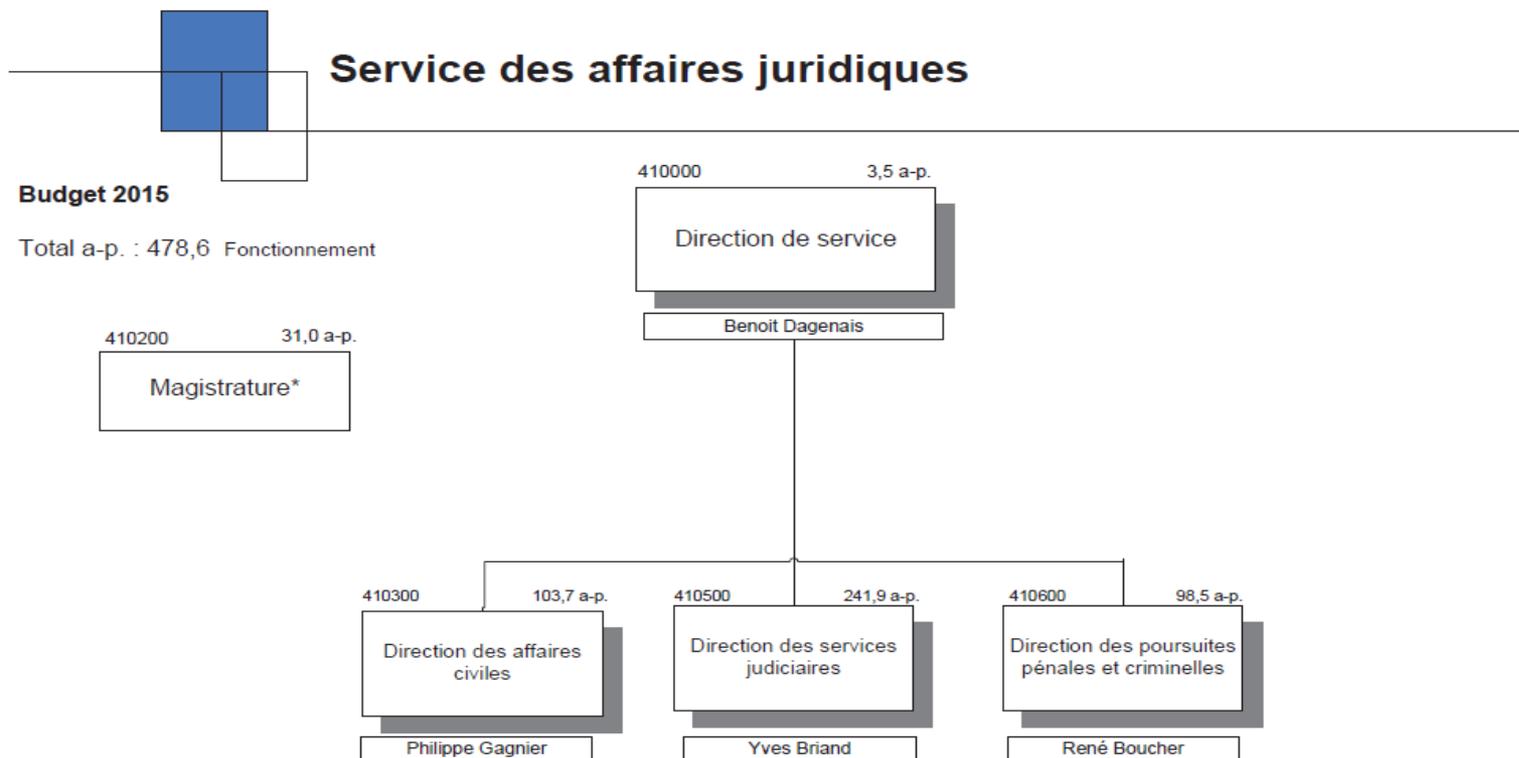
Plan de la présentation

- Mission
- Organigramme 2015
- Réalisations 2015
- Bilan en matière de santé et sécurité au travail
- Évolution budgétaire 2015
- Organigramme 2016
- Objectifs 2016
- Budget 2016
 - ▶ Revenus et charges par compétences
 - ▶ Revenus et charges par objets
 - ▶ Charges par catégories d'emplois
 - ▶ Variations de l'effectif par catégories d'emplois
- Principaux écarts 2016 vs 2015

Mission

- Offrir des services-conseils en matière juridique ainsi que des services de négociation et de rédaction de contrats et d'actes notariés pour le compte des autorités administratives et politiques de la Ville (services centraux et arrondissements)
- Rédiger des règlements municipaux
- Représenter la Ville devant les tribunaux de droit commun et les tribunaux administratifs
- Assurer à la population de l'agglomération de Montréal les services d'une cour municipale ayant pour objectif d'offrir sur l'ensemble de l'île de Montréal une justice de proximité accessible à tous les justiciables
- Assurer la représentation de la poursuite de la Ville de Montréal, des 15 autres municipalités de l'agglomération de Montréal, de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), de la Société de transport de Montréal (STM) et de Sa Majesté la Reine dans les dossiers traités par la cour municipale en matière pénale et criminelle relevant de sa compétence
- Offrir les services d'un Bureau des réclamations auprès duquel les citoyens peuvent déposer leurs demandes d'indemnisation pour des dommages subis en raison d'une faute commise par la Ville ou l'un de ses employés

Organigramme 2015



* La Direction des services judiciaires assure le soutien administratif de la magistrature.

Réalisations 2015

Objectifs 2015

- Implication soutenue dans les dossiers stratégiques de la Ville, plus particulièrement en matière de modifications législatives quant au statut de métropole et la récupération des sommes dont a été privée la Ville par des mécanismes de corruption et de collusion
- Offre de formation, notamment sur les sujets du lobbyisme, des règles d'adjudication des contrats et de la gouvernance de la Ville
- Réduction des délais de traitement, de l'autorisation et de la rédaction des constats parchemins et amélioration du délai d'audition des constats en matière de réglementation municipale
- Création d'un programme social en matière de toxicomanie
- Poursuite du développement informatique de la phase II du SICMA

Réalisations 2015

- Présence dans tous les dossiers stratégiques de la Ville, notamment, préparation en vue de la participation au programme de remboursement. Préparation des poursuites pour les entreprises et les individus qui n'y auront pas participé. Participation soutenue au dossier du statut de métropole
- Mise sur pied d'un comité permanent de formation. Tenue de deux journées juridiques (plus de 700 participants) et de plusieurs formations ad hoc
- Mise en place d'une procédure visant le traitement rapide des constats d'infraction
- Projet pilote complété. Analyse en cours pour mise en place en 2016
- Mise en production:
 - Tables des références
 - Rôle d'audience sur le Web
 - Module «DIP» (Demande d'intenter des procédures)
 - Le système Voxlog doit être déployé en décembre

Bilan en matière de santé et sécurité au travail

▪ Bilan SST

- 5 accidents de travail avec perte de temps
- 3 assignations temporaires
- taux d'assignation temporaire : 60 %

▪ Activités de prévention

- Tenue de 3 comités locaux en santé et sécurité au travail
- Formation :
 - Vers un comité de santé et sécurité efficace
 - Communication avec les clientèles difficiles
 - Bien vivre avec le stress
 - Gestion des employés difficiles
 - Obligation et diligence raisonnable
 - Les meilleures pratiques en gestion de la présence au travail

- **Finaliste prix reconnaissance SST catégorie cols blancs – Ergonomie comptoir de service – point de service du Sud de l'île**

Évolution budgétaire 2015

Revenus - évolution budgétaire 2015

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Budget original 2015	103 607,2	90 183,1	193 790,3
Budget modifié 2015	103 607,2	90 183,1	193 790,3
Prévisions 2015	83 179,4	77 725,7	160 905,1
Surplus (déficit)	(20 427,8)	(12 457,4)	(32 885,2)
<u>Explications des principaux écarts</u>			
Revenus rattachés aux amendes et frais - Circulation et stationnement :			
Revenus relevant des constats de la police	(15 378,3)	(5 531,7)	(20 910,0)
Revenus relevant des constats des agents de stationnement	(5 251,0)	723,9	(4 527,1)
sous-total	(20 629,3)	(4 807,8)	(25 437,1)
Constat d'infraction émis en vertu de règlements municipaux: écart défavorable principalement attribuable aux annulations de constats	(892,6)	(3 586,4)	(4 479,0)
Constats et frais afférents aux règlements municipaux émis par le Service des incendies moins élevé que budgétés	-	(3 261,0)	(3 261,0)
Constats et frais afférents au Code criminel, aux lois provinciales, ainsi que tous les autres revenus accessoires découlant des services rendus par la cour municipale de Montréal et de la Direction des affaires civiles	287,9	(802,2)	(514,3)
Écart budgétaire dû à un règlement hors cour d'un litige	806,2	-	806,2
	(20 427,8)	(12 457,4)	(32 885,2)

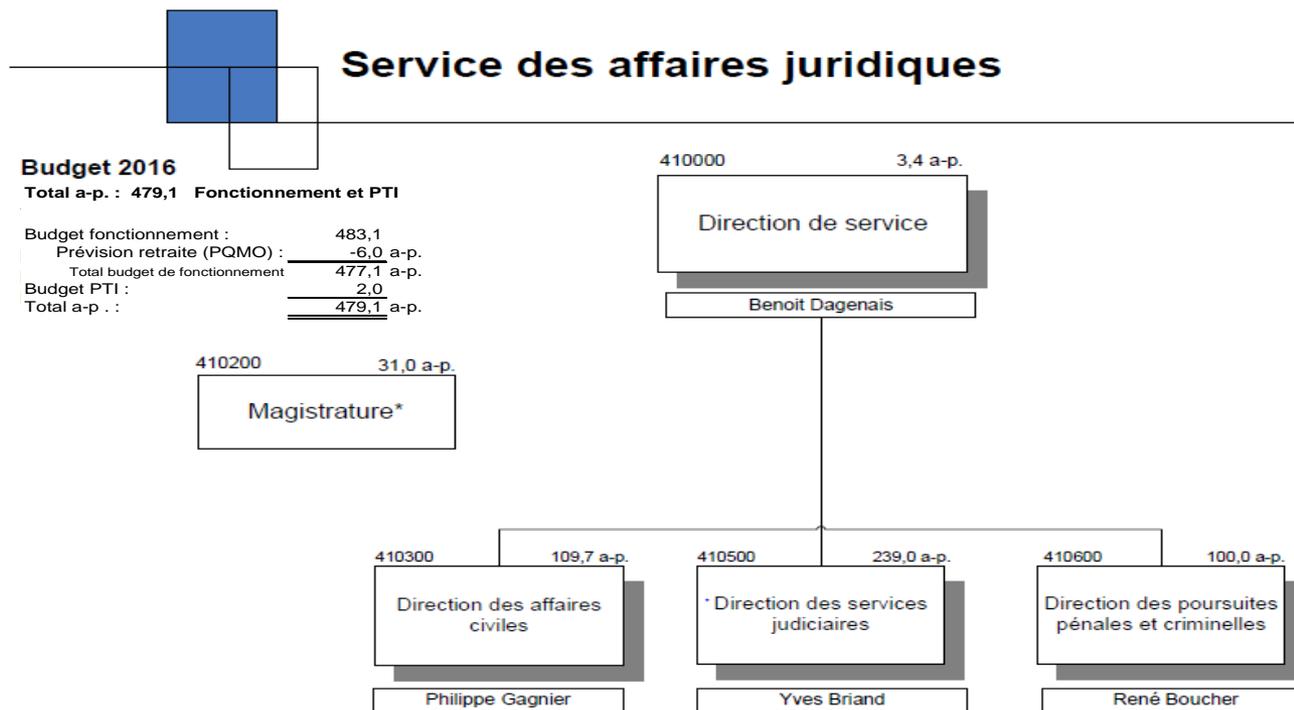
Évolution budgétaire 2015

Charges - évolution budgétaire 2015

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Budget original 2015	14 115,4	51 637,7	65 753,1
Budget modifié 2015	14 115,4	51 637,7	65 753,1
Prévisions 2015	14 249,7	48 934,6	63 184,3
Surplus (déficit)	(134,3)	2 703,1	2 568,8
<u>Explications des principaux écarts</u>			
Régime sur-complémentaire de retraite de la Magistrature: la dépense est comptabilisée dans les comptes corporatifs de la Ville alors que le budget est enregistré dans les comptes du Service des affaires juridiques	-	1 470,0	1 470,0
Économie sur la masse salariale principalement attribuable aux postes vacants	(108,4)	1 108,4	1 000,0
Frais de Postes Canada pour la cour municipale plus élevé que budgétés	-	(500,0)	(500,0)
Augmentation du tarif de la SAAQ pour la cour municipale	-	(300,0)	(300,0)
Économie sur les frais de perception des huissiers	-	600,0	600,0
Autres services techniques	(25,9)	324,7	298,8
	(134,3)	2 703,1	2 568,8

Organigramme 2016



* La Direction des services judiciaires assure le soutien administratif de la magistrature.

Objectifs 2016

- Travaux en vue de la présentation et de l'adoption et de la Loi sur la Métropole
- Gestion des dossiers dans le cadre du programme de remboursement (PL 26) et préparation des recours
- Début des travaux visant la mise en place de la cour numérique
- Développement du programme de toxicomanie
- Mise en place de la réforme instaurée par le Nouveau Code de procédure civile au sein de l'exécution des jugements de la cour municipale
- Amélioration des délais de traitement et des communications avec les citoyens à la cour municipale

Budget 2016

Charges et revenus par compétences

(en milliers de dollars)

	Charges					
	Réel comparatif 2012	Réel comparatif 2013	Réel comparatif 2014	Prévisions 2015	Budget comparatif 2015	Budget 2016
Conseil municipal	12 175,8	12 818,6	13 437,5	14 249,7	14 115,4	15 130,3
Conseil d'agglomération	46 162,2	46 242,7	47 168,0	48 934,6	51 637,7	53 282,8
Total	58 338,0	59 061,3	60 605,5	63 184,3	65 753,1	68 413,1

(en milliers de dollars)

	Revenus					
	Réel comparatif 2012	Réel comparatif 2013	Réel comparatif 2014	Prévisions 2015	Budget comparatif 2015	Budget 2016
Conseil municipal	94 231,4	103 968,9	89 569,8	83 179,4	103 607,2	103 607,2
Conseil d'agglomération	81 875,5	86 160,7	83 480,8	77 725,7	90 183,1	89 698,9
Total	176 106,9	190 129,6	173 050,6	160 905,1	193 790,3	193 306,1

Budget 2016

Charges et revenus par objets

Charges par objets

(en milliers de dollars)

	Réel comparatif 2012	Réel comparatif 2013	Réel comparatif 2014	Prévisions 2015	Budget comparatif 2015	Budget 2016
Rémunération et cotisations de l'employeur	41 786,2	43 837,8	45 022,1	46 830,7	49 300,7	51 327,6
Transport et communication	2 411,0	2 762,5	2 979,2	3 300,0	2 489,5	2 859,5
Services professionnels	1 460,9	696,7	1 020,5	1 439,3	1 484,4	1 453,1
Services techniques et autres	8 097,6	7 228,8	7 139,2	7 126,2	7 988,2	8 362,5
Location, entretien et réparation	3 581,3	3 621,6	3 570,5	3 422,8	3 346,4	3 275,2
Biens non durables	747,4	709,6	717,3	904,7	1 023,2	1 014,5
Biens durables	180,7	191,1	156,7	160,5	120,7	120,7
Frais de financement	-	-	-	-	-	-
Contributions à des organismes	-	-	-	-	-	-
Autres objets	73,0	13,2	-	-	-	-
Financement	-	-	-	-	-	-
Total	58 338,1	59 061,3	60 605,5	63 184,2	65 753,1	68 413,1

Revenus par principaux objets

(en milliers de dollars)

	Réel comparatif 2012	Réel comparatif 2013	Réel comparatif 2014	Prévisions 2015	Budget comparatif 2015	Budget 2016
Autres services rendus	1 249,8	2 050,5	534,8	1 474,6	660,2	661,1
Autres revenus	172 901,1	186 076,5	170 497,5	157 412,3	191 111,9	190 605,8
Transferts	1 956,1	2 002,6	2 018,3	2 018,2	2 018,2	2 039,2
Total	176 107,0	190 129,6	173 050,6	160 905,1	193 790,3	193 306,1

Budget 2016

Charges par catégories d'emplois

(en milliers de dollars)

	Budget comparatif 2012	Budget comparatif 2013	Budget comparatif 2014	Budget comparatif 2015	Budget 2016
Rémunération et cotisations de l'employeur					
Cadres (Historique 2012-2013)	4 526,5	4 091,7			
Cadres de gestion (inclut 6 stagiaires du Barreau du Québec)			3 638,1	3 806,1	4 051,9
Cadres conseil	-	-	125,6	136,4	512,7
Sous-total — Cadres	4 526,5	4 091,7	3 763,7	3 942,5	4 564,6
Juges	8 613,7	8 634,0	9 344,3	9 286,8	9 662,9
Cols blancs	21 276,3	22 291,5	21 533,4	22 615,9	21 637,9
Professionnels	9 787,5	10 706,4	10 385,5	13 455,5	15 462,2
Réduction de 5 % de la rémunération globale	-	-	-	-	-
Total	44 204,0	45 723,6	45 026,9	49 300,7	51 327,6

Budget 2016 – Variations de l'effectif par catégories d'emplois

	Années-personnes				Budget 2016
	Budget comparatif 2012	Budget comparatif 2013	Budget comparatif 2014	Budget comparatif 2015	
Rémunération et cotisations de l'employeur					
Cadres (Historique 2012-2013)	34,0	24,0			
Cadres de gestion (inclut 6 stagiaires du Barreau du Québec)			29,0	28,0	28,0
Cadres conseil	-	-	1,0	1,0	3,0
Sous-total — Cadres	34,0	24,0	30,0	29,0	31,0
Juges	32,0	32,0	32,0	31,0	31,0
Cols blancs	323,4	327,7	321,7	311,6	302,6
Professionnels	82,0	87,0	90,0	107,0	112,5
Réduction de 5 % de la rémunération globale	-	-	(22,1)	-	-
Total	471,4	470,7	451,6	478,6	477,1

Principaux écarts 2016 vs 2015

Principaux écarts - volet des charges

(en années-personnes et en milliers de dollars)

	a-p.	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2015	478,6	14 115,4	51 637,7	65 753,1
Ajustements salariaux de base - indexation des salaires et progressions statutaires		589,1	1 232,8	1 821,9
Création de trois postes d'avocats dont 1 pour desservir la Société du Parc Jean Drapeau et 2 temporaires pour permettre de traiter à l'interne des dossiers de grande envergure, ainsi qu'un poste d'analyste en droit du contentieux suite à l'augmentation du seuil de juridiction et des directives du juge coordonnateur de la cour des petites créances	4,0	562,3	-	562,3
Régularisation de deux postes et ajustement technique de 0,5 poste	2,5	218,4	152,5	370,9
Abolition de huit postes dans la poursuite de la mise en œuvre du plan quinquennal de main-d'œuvre (PQMO), dont deux ayant déjà été réalisés en 2015	(8,0)	(288,3)	(84,9)	(373,2)
Augmentation des dépenses associés aux frais de la Société de l'assurance automobile du Québec (S.A.A.Q.) expliquée par la hausse de la tarification de leurs services. L'impact au cadre financier de cette hausse reste nul puisque la Ville récupère ces frais dans les revenus.		-	650,0	650,0
Augmentation des frais de postes de la cour municipale afin d'actualiser le budget au niveau des coûts réels de Postes Canada. Cette augmentation est financée par la hausse des revenus prévue par l'indexation du tarif judiciaire		-	350,0	350,0
Réduction dans la rémunération et les services techniques des huissiers, notamment en raison de changements apportés par le Nouveau Code de procédure civil		-	(434,1)	(434,1)
Réduction de la facturation immobilière		-	(107,9)	(107,9)
Divers		(66,6)	(113,3)	(179,9)
Variation totale	(1,5)	1 014,9	1 645,1	2 660,0
Budget 2016	477,1	15 130,3	53 282,8	68 413,1

Principaux écarts 2016 vs 2015

Principaux écarts - volet des revenus

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2015	103 607,2	90 183,1	193 790,3
Révision des prévisions de revenus (amendes et frais afférents) découlant des constats émis par le Service de sécurité incendie de Montréal		(1 736,6)	(1 736,6)
Augmentation des revenus associés aux frais de la SAAQ récupérés auprès des contrevenants. Ces revenus financent un montant équivalent en augmentation de dépenses de la SAAQ		650,0	650,0
Indexation des tarifs judiciaires selon le taux d'indexation		580,5	580,5
Augmentation de la subvention pour le traitement des dossiers de violence conjugale		21,0	21,0
Indexation des revenus liés à la tarification des revenus de vente de documents		0,9	0,9
Variation totale	-	(484,2)	(484,2)
Budget 2016	103 607,2	89 698,9	193 306,1

775, rue Gosford
4^e étage
Montréal (Québec) H2Y 3B9

Me Benoit Dagenais
Directeur du Service des affaires
juridiques
514-872-2919

FIN
DE LA
PRÉSENTATION

M E R C I